



La culture « anti-flics » s'ancre dans le quotidien

Attisée pendant le confinement, elle s'illustre par des violences qui font désormais 18 policiers blessés par jour.

JEAN CHICHIZOLA
ET CHRISTOPHE CORNEVIN
@ccornevin

SÉCURITÉ Après les tensions du confinement, le déconfinement n'aura finalement rien changé au climat « anti-policiers » avec son lot d'insultes, de menaces, d'agressions. Un climat dénoncé par des syndicats se faisant le relais de fonctionnaires en colère et demandant au ministère de l'Intérieur d'agir.

L'actualité de ces derniers jours démontre que tous les voyants sont au rouge. Concernant d'abord les interventions policières quotidiennes, comme en témoignent les blessures d'un motard grièvement touché dans la nuit de vendredi à samedi lors d'une intervention ayant mis fin à un rodéo sauvage sur le périphérique parisien et sur l'AI. Ou encore celles de deux autres motards de la police nationale, renversés samedi matin à Châteauroux (Indre) par un automobiliste refusant un contrôle.

En banlieue, le déconfinement n'a pas mis fin aux violences urbaines. La semaine dernière, à Mulhouse (Haut-Rhin), des policiers étaient agressés. Dimanche soir, à Argenteuil (Val-d'Oise), d'autres ont été attaqués après la mort d'un jeune sans casque au guidon d'une moto de cross. Et ce, alors qu'une voiture de police circulait à proximité. Comme à Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine), le 18 avril, les émeutiers dénonçaient une « bavure ». Lundi, le parquet de Pontoise écartait l'hypothèse d'un contact entre la moto et le véhicule de police.

Mais le danger ne se limite pas aux « risques du métier », face à des chauffards ou des émeutiers. Ces dernières semaines, des policiers ont été suivis et menacés. Ce fut le cas, la semaine dernière, à Vaulx-en-Velin (Rhône), pour un fonctionnaire en fin de service, qui a été pris en chasse et insulté par un inconnu à moto. Le suspect a été identifié et interpellé. Incarcéré, il avait profité, en avril, des mesures de libération anticipée pour cause de Covid-19.

Dans le Rhône, deux autres policiers ont été suivis et menacés en avril-mai et d'autres cas ont été observés ailleurs en France. « En plus des tags anti-police qu'on ne compte plus, remarque un policier en poste dans un secteur chaud de la région parisienne, les cris de « sales keufs », « morts aux porcs », etc., sont le quotidien. Voire les menaces sur les familles pour intimider. »

Des agressions qui participent à ce qui apparaît comme une « culture anti-flics », aux manifestations parfois imprévues. Samedi, le syndicat Unité-SGP-police-FO a ainsi demandé au ministre de l'Intérieur de porter plainte après une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux par une candidate d'une émission de télé-réalité. On voit la jeune femme commenter un contrôle de police en ces termes : « C'est fou de toujours contrôler des Noirs et des Arabes, bande de fils de pute. Désolée pour la vulgarité. » Secrétaire général du syndicat, Yves Lefebvre dénonce « la diffusion de tels propos sur les réseaux sociaux », propos dont on peut imaginer l'impact au vu de la « notoriété » de l'intéressée.

Dans les rangs des forces de l'or-



Dans la nuit du 20 au 21 avril, des incidents avaient éclaté entre jeunes et forces de l'ordre, à Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine), à la suite d'un accident de moto. G. VAN DER HASSELT / AFP

dre, la cote d'alerte est en tout cas largement dépassée. Selon nos informations, le prochain bilan social de la police nationale devrait faire état d'une moyenne de 18 policiers blessés par jour, contre 16 l'année précédente. Ce chiffre record est imputable à ce que les policiers appellent le phénomène de la « roue crantée ».

Un gradé d'une brigade anticriminalité de la région parisienne, qui encaisse insultes et situations tendues à longueur d'année, explique : « Quand on ne traite plus l'outrage, passible en théorie d'un an de prison, le sentiment d'impunité favorise la rébellion puis, de manière quasi mécanique, les violences

sur les agents de la force publique. » Crachats, bousculades, « caillassages », guets-apens, cocktails Molotov et même tentatives d'assassinat comme à Viry-Châtillon (Essonne), où des voyous avaient tenté le 8 octobre 2016 de brûler vif des policiers dans leur voiture.

Sur le terrain, les équipages engagés en première ligne décrivent les tirs tendus des puissants mortiers pour faire le plus mal possible, de ballons gonflables remplis d'acide. Ils disent devoir parfois franchir des murs de flammes provoqués par des émeutiers pour les piéger. « Il n'y a aucun état des lieux sur l'évolution des modes opératoires, ni de cartographie des agressions visant

nos collègues alors que cela nous permettrait d'adapter la protection et de renforcer la protection continue des policiers, là où c'est nécessaire », déplore Stanislas Gaudon, porte-parole d'Alliance-police nationale. Jeudi dernier, le syndicat a écrit au ministère de l'Intérieur ainsi qu'aux présidents de groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat, les exhortant à mettre en place des actions judiciaires contre les « vidéastes amateurs » qui filment et diffusent le visage d'un policier dans l'espace public.

« Emprise psychologique »

Ce lundi, les policiers ont aussi lancé une campagne nationale appelant à la « saisie de tous les procureurs de la République du territoire » afin qu'ils « fassent preuve de la plus grande sévérité » quand des agents sont « jetés en pâture » après la « diffusion massive de vidéos menaçantes et souvent tronquées ».

Face à ce risque supplémentaire, Alliance en appelle donc à l'anonymisation des policiers « dans toutes les circonstances » avec « interdiction de diffuser le visage des policiers » et la « condamnation systématique de ces infractions ». Est aussi mise en cause la création d'applications, comme Urgence violences policières, qui associe aux images « un déferlement de propos et menaces inacceptables dans un État de droit, suscitant légitimement une insécurité pour les policiers et leur famille ».

À la Direction générale de la police nationale, on convient que la violence urbaine reste préoccupante. Selon un dernier état des lieux porté à la connaissance du Figaro, elle a été marquée par l'incendie de 2 500 voitures entre le 17 mars, correspondant au début du confinement, et le 10 mai dernier. Soit une hausse de 7 % par rapport à 2019. « Mais arrêtons de crier au loup, réagit en « off » un fonctionnaire de haut rang. En dépit du confinement, la France ne s'est pas embrasée. » Il note une « seule vraie différence » avec le passé : « les violences urbaines étaient moins retransmises sur les réseaux sociaux. Davantage que les violences physiques, la véritable évolution réside dans l'emprise psychologique que subissent nos patrouilles filmées sous toutes les coutures, pour les mettre sous pression à chaque intervention. » Cette « théatralisation » d'opérations parfois rugueuses, vues par le prisme déformant des sites et des chats, nourrit l'incompréhension dans les cités. Et la haine « anti-flics », chaque jour, y prospère, au moment même où il serait impérieux de retisser le fil police-population. ■

www.unitesgppolice.com

UNITÉ SGP POLICE

MAJORITAIRE

FSMI FO

100% Gradés, Gardiens, ADS et PATS

20-05-2019